N° 213 - AUTOMNE 2012

aghreb
achrek

LA CRISE SYRIENNE

LE CONSEIL NATIONAL SYRIEN : GENÈSE, DÉVELOPPEMENT ET DÉFIS ¹

*Ignacio ÁLVAREZ-OSSORIO **

INTRODUCTION

Cet article analyse les dynamiques d'action du Conseil national syrien (*al-majlis al-watani al-suri*, CNS), la principale plate-forme d'opposition au régime de Bachar al-Assad depuis le début de la révolte populaire du 15 mars 2011. Il s'arrête, aussi, sur la relation qu'il entretient avec les comités de coordination locale, l'Armée syrienne libre, le Comité national de coordination pour le changement démocratique et les personnalités indépendantes de l'intérieur. En dernier ressort, l'article prétend répondre à la question de savoir si ce Conseil a été capable de regrouper tous les secteurs de l'hétérogène opposition autour d'un programme d'action commune et s'il sera capable d'établir les bases d'un État civil, pluriel et démocratique au cas où le régime serait démis.

GENÈSE ET COMPOSITION DU CONSEIL NATIONAL SYRIEN

Une des raisons qui expliquent la survie du régime baasiste après un an et demi de révolte est la fragmentation de l'opposition, incapable de se regrouper autour d'un programme d'action commune et divisée sur la stratégie à adopter pour renverser Bachar al-Assad. La fragile cohésion interne, le manque de ressources ou la dépendance de ses parrains sont quelques-unes des circonstances qui ont limité le travail du CNS depuis sa création.

* Maître de conférences en études arabes et islamiques à l'université d'Alicante (Espagne).

1. Cette recherche a été réalisée dans le cadre du projet I+D du ministère des Sciences et de l'Innovation espagnol « Société civile et contestation politique au Moyen-Orient : dynamiques internes et externes » (CSO2009-11729).

Cette fragilité n'est pas nouvelle : elle obéit à la persécution systématique dont a souffert l'opposition au cours des cinquante dernières années. Préalablement à l'éclatement de la révolte, l'opposition syrienne située à l'extérieur présentait une pluralité d'intérêts et de stratégies qui rendait difficile l'établissement d'un front compact ². La situation à l'intérieur du pays n'était pas meilleure puisque les personnalités indépendantes (Haytham al-Maleh, Arif Dalila, Michel Kilo, Kamal al-Labwani, Souhair al-Atassi ou George Sabra) ont été persécutées lorsqu'elles ont demandé la démocratisation du régime ³. Pour ce motif, le début de la révolte populaire le 15 mars 2011 a représenté un défi pour l'opposition en l'obligeant à transcender ses différences pour constituer une plate-forme d'action commune. Les révolutions tunisienne et égyptienne ont remis en question la prétendue « exception syrienne » ⁴. Le journaliste Michel Kilo a informé que la chute de Ben Ali et de Moubarak marquait un avant et un après : « nous entrons dans une nouvelle étape historique fondée sur la priorité des citoyens, la liberté, la justice, l'égalité, le sécularisme et les droits de l'homme et du citoyen » ⁵. Les Comités de coordination locale (*Lijan al-tansiq al-mahalliya*, CCL) établis par de jeunes activistes dans de nombreuses villes et villages du pays, ont convoqué des manifestations de protestation contre le régime à partir du 15 mars 2011. Malgré leur volontarisme, les CCL manquaient de l'expérience politique nécessaire pour diriger la révolte et provoquer la chute de Bachar al-Assad, entre autres raisons à cause de la répression systématique exercée dans le passé. Différents opposants ont réclamé la création d'une plate-forme d'opposition qui assume la direction de la révolte et dessine une feuille de route pour la Syrie post-Assad. Pour résumer un sentiment majoritaire, l'historique défenseur des droits de l'homme Haytham al-Maleh a manifesté : « L'opposition et les intellectuels syriens n'ont pas créé la révolution. La révolution est une œuvre de la jeunesse. Maintenant elle a besoin d'appui politique et nous voulons l'accompagner dans cette révolution » ⁶.

Après plusieurs tentatives qui ont échoué, la création du CNS a été annoncée à Istanbul le 23 août 2011. Ce conseil s'est fixé comme principal objectif de soutenir les mobilisations populaires et le combat en faveur de la liberté, la dignité et la démocratie. Selon l'opposant Yaser Tabbara, un de ses membres, cette plate-forme cherchait à unifier les forces, à maintenir la nature pacifique de la révolte, à s'opposer à toute intervention étrangère et à préserver l'unité nationale syrienne ⁷. Son irruption sur la scène a été

2. I. Álvarez-Ossorio et I. Gutiérrez de Terán, « The Syrian Ruling Elite and the Failure of the Repressive Trend » in Ferran Izquierdo, *Political Regimes in the Arab World. Society and the Exercise of Power*, London, Routledge, 2012, pp. 186-215.

3. I. Álvarez-Ossorio, « Syria's Struggling Civil Society », *Middle East Quarterly*, vol. XIX, n° 2, printemps 2012, pp. 23-32.

4. C. Donati, *L'exception syrienne : entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2009.

5. M. Kilo, « Na'm. La budda min hall siyasi », *Al-Safir*, 16 avril 2011.

6. *Al-Sharq al-Awsat*, 13 juillet 2011.

7. *Xinhua*, 15 septembre 2011.

accueillie de manière favorable par les CCL qui ont appelé la population à manifester, vendredi 26 août, derrière la devise « Le CNS me représente ».

Il avait fallu 5 mois pour que les différents groupes d'opposition à l'extérieur vainquent leurs différences et se mettent d'accord autour de la répartition du pouvoir. Au début 135 membres en faisaient partie (65 de la diaspora et 70 de l'intérieur), mais un an après ils étaient 310. Dès le début on a beaucoup insisté pour que le CNS reflète l'hétérogénéité de la société syrienne en ce qui concerne sa diversité confessionnelle (musulmans sunnites, alaouites, ismaïliens, druzes et chrétiens de différentes églises), ethnique (Arabes, Kurdes, Assyriens et Turcomans) et idéologique (laïcs, islamistes, libéraux, gauchistes, indépendants, etc.). Ce front était composé des Frères musulmans (FM), des CCL, de la Déclaration de Damas, du Bloc national, du Bloc kurde, de l'Organisation démocratique assyrienne, de figures indépendantes et de dirigeants tribaux. Le CNS ne prétendait pas éliminer les partis déjà existants mais leur offrir un cadre national partagé à partir duquel ils puissent opérer.

Le premier président, élu par consensus, fut Burhan Ghalioun. Son mandat était renouvelé tous les trois mois par un bureau exécutif (*al-maktab al-tanfidi*) dans lequel étaient représentés les principaux courants du CNS. Son élection a été interprétée comme la tentative de donner une image modérée et moderne, puisque Ghalioun était connu comme un défenseur d'un État laïc et un prestigieux professeur de l'université Paris III. Le fait de ne militer dans aucune formation a été considéré au départ comme un avantage, mais à la longue est devenu un handicap puisque son action s'est vu conditionner par les FM⁸, la principale force du CNS, qui de fait ont opposé leur droit de *veto* à une tentative de rapprochement entre le CNS et le Comité national de coordination pour le changement démocratique (*Hai'at al-tansiq al-wataniya li-quwwa al-tagyar al-dimuqrati*, CNCCD) au mois de décembre 2011.

De manière intentionnée et dans le sillage des révolutions tunisienne et égyptienne, les FM ont voulu éviter que le CNS ait un leader charismatique qui l'éclipserait. Adib Shishakli, un de ses fondateurs, a signalé à ce sujet : « Il n'y aura pas d'icônes mais plutôt des technocrates et des personnalités de l'opposition qui ont été élus en fonction de la répartition géographique des provinces pour s'assurer que toutes les ethnies et sectes soient représentées »⁹. Il s'agissait donc de fuir les personnalismes et garantir une révolte sans leader. Selon les dires de Bassma Kodmani, son premier porte-parole, « la

8. Les FM ne voulaient ni assumer une place politique prépondérante ni être considérés comme la colonne vertébrale du CNS. Son ancien guide suprême, Ali Sadr al-Din al-Bayanuni, a manifesté que Ghalioun avait été élu justement « parce qu'il était une personnalité libérale acceptée en Occident et pour éviter que le régime n'utilise la présence d'un islamiste à la tête du CNS » (<http://www.youtube.com/watch?v=Tk6KTU1zoTE>).

9. *Al-Sharq al-Awsat*, 19 août 2012.

révolution ne veut voir ni un grand leader ni une personne qui ait le contrôle sur tout », puisque « la personnalisation conduit à la polarisation » ¹⁰.

Malgré ces efforts intégrateurs, la création du CNS a été reçue avec réticences par divers acteurs qui ont remis en cause sa représentativité. Haytham al-Maleh, initialement exclu dudit front, a signalé : « Nous avons une histoire de cinquante ans de lutte contre ce régime, alors que personne n'a entendu parler de ces gens avant » ¹¹. Ammar Qurabi, un célèbre défenseur des droits humains, s'est aussi montré extrêmement critique : « Aucun membre du CNS n'a d'influence à l'intérieur de la Syrie. La majorité de ses membres sont montés dans un train qui a démarré dans la rue » ¹². Le CNCCD, basé à Damas et de tendance laïque et gauchiste, a aussi reproché l'excessive dépendance du CNS vis-à-vis des acteurs régionaux (la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar) ainsi que la surreprésentation des FM.

LE CNS : RÉVOLTE CIVILE OU MILITAIRE ?

Un des principaux débats qui ont divisé l'opposition a été la militarisation possible de la révolte. Bien que le CNS se soit positionné en faveur d'une révolte pacifique, l'intensification de la répression a sollicité plusieurs acteurs à demander un changement de stratégie. Muhammed Rahhal, responsable de la Commission générale de la révolution syrienne, a dit clairement que « affronter le monstre requiert des armes, spécialement après qu'il est devenu évident que le monde soutiendra le soulèvement seulement avec des discours » ¹³. Achraf al-Miqdad, président de la Déclaration de Damas, a averti : « le régime n'arrêtera jamais la répression et les assassinats pour lesquels il n'y a que deux options : une intervention étrangère ou armer les révolutionnaires » ¹⁴. Le colonel Riad Al-Assaad, de l'Armée syrienne libre (*al-jaish al-souri al-hurr*, ASL) a affirmé : « sans une guerre, le régime ne tombera pas... Ce qui se prend par la force ne peut être récupéré que par la force » ¹⁵.

La révolte populaire, qui a débuté de façon éminemment pacifique, a pris un sérieux tournant au cours de l'été 2011 quand elle a commencé à se militariser. L'ASL, créée le 29 juillet, était formée de déserteurs des Forces armées et par des volontaires qui avaient pris les armes pour protéger les manifestants. Bien qu'au début ils développaient seulement des travaux défensifs, avec le temps ils ont lancé aussi des opérations offensives contre les forces du régime contrevenant ainsi à une des directives du CNS.

10. *Al-Ahram Online*, 30 juillet 2012.

11. *Associated Press*, 28 octobre 2011.

12. J. Vela, « Rebels Without a Clue. Why can't the Syrian Opposition get its Act Together? », *Foreign Policy*, 31 janvier 2012.

13. *Al-Sharq al-Awsat*, 26 août 2011.

14. *Al-Sharq al-Awsat*, 6 septembre 2011.

15. *Reuters*, 7 octobre 2011.

Pour essayer de mettre fin à l'épanchement de sang, la Ligue arabe a proposé le 2 novembre un plan d'action qui réclamait de mettre fin à tous les actes de violence, protéger la population civile, libérer les détenus, retirer les troupes des rues, permettre le déploiement d'observateurs de la Ligue arabe et entreprendre un dialogue national entre le régime et l'opposition. Le CNS a accueilli avec méfiance ce plan et a averti, le 6 décembre, que « le régime d'al-Assad a utilisé la Ligue arabe pour gagner du temps et une couverture politique pour son escalade d'assassinats et de tortures contre les Syriens ».

Les 17 et 18 décembre le CNS a approuvé son programme politique lors de son premier congrès qui s'est tenu en Tunisie. Ledit programme a forgé la structure de la Syrie post-Assad: établissement d'un État démocratique et civil, du pluralisme, d'une division des pouvoirs, d'un gouvernement de la loi, du respect des minorités et de la protection de leurs droits. Il s'est aussi montré favorable au respect de la loi internationale et à la préservation des droits de l'homme et des libertés fondamentales (liberté d'opinion, d'expression et de réunion). Selon le texte, tous les citoyens auraient les mêmes droits et devoirs sans distinction d'ethnie, de religion ou de sexe. Il s'est aussi engagé à ce que la future Constitution reconnaisse les droits nationaux du peuple kurde et assyrien et qu'ils aient une place dans le cadre de l'unité territoriale syrienne. Une fois de plus ils ont insisté sur la nécessité de maintenir le caractère pacifique de la révolte, d'unifier les efforts de l'opposition à l'extérieur et des activistes à l'intérieur, de mobiliser la communauté internationale, de protéger les civils, de coopérer avec le reste des forces d'opposition et de gagner la reconnaissance internationale du CNS.

Le document a aussi essayé de se rapprocher de l'ASL. Le CNS reconnaissait son rôle lors de « la protection de la révolution pacifique de notre peuple ». Malgré cela, Ghalioun avait averti quelques semaines auparavant: « Nous devons préserver le caractère pacifique de la révolution. Des soldats de l'ASL s'infiltrèrent dans la population et, habillés en civil, se cachent dans les villes. Leur tâche doit se limiter à la protection des manifestants, ils ne doivent pas mener d'opérations. Nous ne voulons pas de guerre civile. L'ASL doit accorder sa stratégie avec la nôtre »¹⁶. Dans un autre journal Ghalioun a signalé: « Après la chute du régime en Syrie, nous ne voulons pas de milices armées hors du contrôle de l'État »¹⁷.

16. Dans le blog «De Bagdad à Jérusalem. L'Orient Indiscret» de Georges Malbrunot, *Le Figaro*, 12 novembre 2011.

17. *The Wall Street Journal*, 1 décembre 2011.

La réaction de l'ASL n'a pas tardé à se faire savoir et le colonel Riad Al-Assaad a taxé les membres du CNS d'opportunistes qui veulent « passer au-dessus de notre révolution et commercer avec le sang de nos martyrs »¹⁸.

Le 24 février 2012, le même jour que s'inaugurait la première réunion du Groupe d'amis de la Syrie en Tunisie, le CNS a émis un nouveau communiqué dans lequel il se fixait comme objectif de centrer sa stratégie à l'intérieur du pays. D'une part, il prétendait établir « des conseils locaux pour soutenir la population civile et encourager les désertions d'hommes d'affaires, de technocrates et de fonctionnaires publics qui continuent d'appuyer le régime », ce qui pouvait s'interpréter comme un mouvement pour essayer d'occuper l'espace des CCL. D'autre part, il tendait des ponts vers les groupes armés en donnant son « soutien à l'ASL et à toutes les formes de résistance populaire » et aux tentatives de « déposer le régime d'al-Assad à travers des moyens non-violents », en reconnaissant toutefois que « le peuple syrien a le droit de se protéger lui-même et de protéger ses communautés ».

Finalement, ledit communiqué se rapprochait des positions des Saoudiens et des Qatariens en signifiant que, si le régime refusait l'initiative de la Ligue arabe et qu'il continuait de miser sur la violence, « les amis de la Syrie ne devraient pas éviter que certains pays prêtent leur aide à l'opposition syrienne au moyen de conseillers militaires, d'entraînement et d'approvisionnement en armes pour se défendre eux-mêmes », ce qui équivalait à un soutien implicite à la militarisation de la révolte. De fait, la Ligue arabe avait approuvé le 12 février une résolution qui « autorisait tout type d'appui politique et de matériel pour protéger les civils ».

Face au blocage du Conseil de sécurité, il s'est constitué un Groupe d'amis de la Syrie qui s'est réuni, pour la première fois, en Tunisie entre le 24 et le 25 février 2012. Malgré les attentes créées, le sommet n'a pas apporté d'avancées. Les personnes réunies se sont limitées à demander un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture d'un couloir humanitaire, ce qui a provoqué un malaise en Arabie saoudite et au Qatar. La délégation saoudienne s'est retirée en critiquant l'inactivité du forum, alors que le Premier ministre du Qatar, le Cheikh Hamad bin Jassem al-Thani, a signalé : « nous devrions faire tout le nécessaire pour les aider, et même leur offrir des armes pour se défendre eux-mêmes.... Le soulèvement syrien a commencé il y a un an : pendant 10 mois il a été pacifique, donc je considère qu'il a le droit de se défendre au moyen des armes et je pense que nous devrions les aider par tous les moyens »¹⁹.

Le peu d'avancée enregistré dans la lutte contre Bachar al-Assad a intensifié la division de l'opposition. Le 26 mars Haytham al-Maleh, Kamal al-Labwani et Catherine al-Tell ont annoncé leur départ du CNS dû à son

18. B. Y. Saab, « Hillary Clinton must insist on a United Syrian Opposition », *The Christian Science Monitor*, 10 janvier 2012.

19. *Al-Arabiyya*, 27 février 2012.

refus d'armer les rebelles. Les relations entre le CNS et l'ASL ont aussi subi une grave détérioration après la création d'un bureau de lien militaire. Selon le CNS, son objectif serait de « communiquer avec les groupes opposants armés, organiser et unifier leurs commandements en un commandement central, définir ses missions défensives et le mettre sous la supervision du CNS et coordonner ses activités en accord avec la stratégie globale de la révolution ». Ce mouvement n'a pas été bien reçu par l'ASL. De fait, le colonel Riad Al-Assaad a signalé: « Nous ne voulons pas que le CNS intervienne dans notre travail militaire... l'ASL est formée par les gens sur le terrain, non par le CNS »²⁰. Par la suite, les tensions grandiraient à cause de la perte de poids du CNS et l'importance croissante de l'ASL.

LE CNS FACE AUX INITIATIVES DE LA LIGUE ARABE ET DES NATIONS UNIES

Le 22 janvier 2012, la Ligue arabe a proposé un plan de transition qui envisageait le dialogue politique entre le gouvernement et l'ensemble de l'opposition pour établir un système démocratique et pluraliste. L'objectif serait de créer un gouvernement d'unité nationale dirigé par le vice-président Farouk al-Sharaa, qui se chargerait de convoquer des élections libres et transparentes sous la supervision internationale dans un délai de deux mois. Le 28 janvier, le Conseil de sécurité a débattu une résolution qui soutenait ce plan, mais le *veto* de la Russie et de la Chine a empêché son approbation. Ce même jour la Ligue arabe a annoncé le retrait de sa mission d'observateurs.

Le blocage du Conseil de sécurité a obligé à explorer d'autres voies, parmi elles la création d'un Groupe d'amis de la Syrie qui s'est réuni pour la première fois en Tunisie. Face à ce rendez-vous, le CNS a reçu de fortes pressions pour accepter l'initiative de la Ligue arabe. Dans un communiqué rendu public le 24, le CNS a accepté un gouvernement d'unité nationale transitoire auquel prendront part « des membres acceptables du régime » (qui n'aient pas les mains tachées de sang et qui ne soient pas impliqués dans des cas de corruption). Sa mission serait de superviser les élections d'une Assemblée constituante qui rédigerait la nouvelle Constitution ainsi que la Loi de partis et qui veillerait au développement d'élections législatives et présidentielles dans un délai de 12 à 18 mois.

Le plan Annan, proposé par l'envoyé spécial de l'ONU le 16 mars, demandait aussi un gouvernement de transition. Ce plan en 6 points se fondait sur l'initiative de la Ligue arabe et prétendait réduire la violence et faciliter un dialogue entre le régime et l'opposition. Ce plan prévoyait le retrait des troupes de la rue, la libération des prisonniers, le libre accès des organisations humanitaires et le déploiement d'observateurs internationaux pour vérifier l'accomplissement du cessez-le-feu par les parties. Cette proposition a été acceptée officiellement par le régime syrien le 10 avril, bien qu'il ne la respecte pas dans la pratique.

20. *Al-Akhbar*, 1 mars 2012.

Le CNS a aussi proposé un plan national pour la nouvelle Syrie le 27 mars qui, en lignes générales, venait réaffirmer le programme politique. Dans celui-ci, le régime était accusé d'essayer de « détruire le pays, miner son unité nationale et d'écraser son peuple en tuant, emprisonnant et déplaçant des centaines de milliers de personnes aux yeux de tout le monde ». Il s'y montrait aussi contre les vengeances et les représailles et misait sur « un processus de réconciliation nationale fondé sur la justice et la tolérance ».

LA DOMINATION ISLAMISTE DU CNS

Les FM représentent le courant majeur au sein du CNS. Selon différentes estimations, au moins un tiers de ses parties intégrantes appartient au courant islamiste, ce qui dans la pratique leur donne une capacité de *veto* lors de l'élection de son président ou au moment de fixer sa stratégie. Le paradoxe réside dans le fait que les FM ne comptent pas d'appuis similaires à l'intérieur du pays, où ils n'ont jamais étendu leur influence au-delà du cadre urbain. Mohammad Riyad Al-Shaqfa : « les FM n'ont pas une base solide en Syrie à cause de la loi 49 de 1980 qui puni de la peine de mort l'appartenance à l'organisation »²¹. Au cours des trois dernières décennies, le régime syrien a parrainé un islam officiel à travers le contrôle des institutions religieuses et a promu les ordres soufis²².

Malgré ces circonstances, les FM disposent d'une large représentation au sein du CNS, ce qui a amené divers analystes à le taxer d'être un club arabe sunnite et islamiste. Par exemple, Thamer al-Jahmani, avocat de la ville sudiste de Deraa, a manifesté à ce sujet : « Le CNS a pris une couleur islamiste juste au moment où nous avons besoin d'assurer le futur de toutes les minorités et ethnies dans la Syrie post-Assad »²³. Cette surreprésentation a probablement beaucoup à voir avec le rôle de la Turquie qui est un des principaux parrains du CNS et avec le soutien financier qu'il reçoit du Qatar et de l'Arabie saoudite.

Malgré cette surreprésentation, les FM ont accepté l'instauration d'un État civil, pluriel et démocratique après la chute du régime. En consonance avec les points de vue défendus dans son programme politique de 2004, les FM sont partisans du pluralisme politique et rejettent l'instauration d'un État islamique. Comme le manifestait Shaqfa lui-même dans un entretien avec le journal *Al-Sharq al-Awsat* : « les FM ne prétendent pas imposer un État religieux en Syrie et, si nous arrivons au pouvoir, nous n'allons ignorer personne. Nous allons travailler avec tout le monde et nous allons mettre en vigueur des lois qui garantissent la liberté, la justice et l'égalité... Tous

21. *Al-Sharq al-Awsat*, 5 décembre 2011.

22. À ce sujet, voir T. Pierret, *Baas et Islam en Syrie : La dynastie Assad face aux oulémas*. Paris, Presses Universitaires de France, 2011 et L. Khatib, *Islamic Revivalism in Syria : The Rise and Fall of Ba'thist Secularism*, London, Routledge, 2011.

23. *Reuters*, 18 septembre 2012.

les citoyens seront égaux en droits et devoirs et il n'y aura pas de distinction en fonction de la religion ou de la secte. Tous ces enseignements sont en accord avec les principes islamiques »²⁴.

De fait, les FM ont publié le 25 mars 2012 un nouveau pacte politique dans lequel ils se prononçaient en faveur d'un État civil pluriel et moderne avec un gouvernement élu par des élections libres, compétitives et transparentes, dans lesquelles les citoyens auraient les mêmes droits indépendamment de leur ethnie, religion, école de pensée ou orientation politique et dans laquelle les droits de l'homme seraient respectés, tels qu'ils ont été édictés par la loi divine et sont repris dans les conventions internationales. Un État qui respecterait la séparation des pouvoirs, fondé sur « le dialogue et la participation et non sur le monopole, l'exclusion et la domination ». En définitive, un État qui reconnaîtrait que « la diversité est enrichissante ».

En tout cas, il semble que le CNS ne soit pas la seule cible des FM. Après la victoire électorale d'Ennahda en Tunisie et des FM en Égypte, la branche syrienne de la formation est convaincue qu'elle assumera un rôle central dans la Syrie post-Assad. En ce moment, la priorité des FM est de mettre fin à l'anomalie que représente sa faible implantation à l'intérieur du pays. Pour inverser cette situation ils seraient en train d'employer différents mécanismes, parmi ceux-ci, la prestation d'aide humanitaire, le soutien matériel aux groupes opposants et même la création de brigades armées²⁵.

VERS UN NOUVEAU CNS?

Une fois de plus, et en réponse aux pressions du Groupe d'amis de la Syrie, réuni à Istanbul le 1^{er} avril, le CNS s'est engagé à travers le pacte national pour une nouvelle Syrie à réaliser un plus grand effort pour unifier l'opposition. De fait, la Ligue arabe a organisé plusieurs rencontres entre le CNS et le CNCCD. Pourtant, ces tentatives ont échoué face aux divisions existantes autour de l'intervention étrangère et au rôle des FM. La preuve la plus évidente de cet échec a été que la troisième réunion du Groupe d'amis de la Syrie, célébrée à Paris le 6 juillet, a insisté une fois de plus sur le besoin d'unifier l'opposition.

Dans le sein même du CNS des voix critiques se sont élevées. Radwan Ziyadeh, directeur du Syrian Center for Political and Strategic Studies de Washington et membre du CNS, a considéré que « des erreurs ont été commises et les membres du CNS ne sont pas représentatifs : il n'y a pas de combattants de l'intérieur, ce qui fait qu'il manque de légitimité. C'est pour cela qu'il a défendu la création d'un nouveau CNS de zéro »²⁶. Rima Fleihan, une défenderesse des droits de l'homme qui avait abandonné préalablement

24. *Al-Sharq al-Awsat*, 5 décembre 2011.

25. Comme l'a reconnu Mulhim al-Drubi, porte-parole des FM en Syrie et membre du CNS, à *Al-Sharq al-Awsat*, 5 août 2012.

26. *Al-Jazeera*, 13 mai 2012.

cette plate-forme, a affirmé: « le CNS est au bord de l'effondrement à moins qu'il ne se transforme en représentant de l'ensemble de l'opposition » ²⁷.

Face à l'accentuation des divisions, Ghalioun a présenté sa démission le 22 mai. Cette décision a été considérée comme une défaite des thèses orientées à maintenir le caractère civil de la révolte. Dans la réunion du CNS célébrée à Istanbul les 9 et 10 juin Abdel Basset Sayda, un universitaire kurde résidant en Suède, a été élu comme nouveau président. Comme son prédécesseur Sayda, il a été élu par consensus et le soutien des FM a été décisif face aux autres candidats plus gênant comme George Sabra, un chrétien proche du dirigeant historique communiste Riad al-Turk (connu comme le Nelson Mandela syrien en raison de ses 20 ans passés en prison). Sayda était un candidat peu connu et incapable de regrouper l'ensemble de l'opposition. Avec sa nomination, les FM se garantissaient le contrôle du CNS et, en même temps, évitaient que ne surgisse un chef suffisamment charismatique pour s'ériger en leader de la révolte et en éventuel substitut de Bachar al-Assad.

La détérioration de la situation à l'intérieur du pays avec l'intensification des tueries a mis à jour la perte de poids du CNS et de sa stratégie s'orientant à conserver le caractère pacifique de la révolte. Le 26 juin, le président al-Assad a signalé à la presse: « Nous sommes plongés dans une situation de guerre... Toutes nos politiques, directives et tous les secteurs seront orientés à gagner cette guerre » ²⁸. Ces déclarations étaient un message à la communauté internationale, car une éventuelle guerre civile aurait des effets déstabilisateurs pour l'ensemble du Moyen-Orient. Le 30 juin a été célébrée à Genève une conférence de l'ONU sur la Syrie avec la présence de la Russie. Au cours de celle-ci un plan de transition qui prévoyait la formation d'un gouvernement d'unité et la convocation d'élections législatives a été approuvé. Les puissances ont misé sur l'« ambiguïté constructive » puisqu'elles n'ont pas spécifié si le départ de Bachar al-Assad était une condition nécessaire pour son application. Une bonne partie de l'opposition a refusé la proposition considérant que le bain de sang rendait inviable un dialogue avec le régime.

Face à la voie sans issue dans laquelle se trouvait la révolte, le débat sur l'établissement d'un gouvernement d'exil a resurgi. Comme en d'autres occasions, le CNS a été obligé d'évaluer cette possibilité après l'avoir refusée dans un premier temps. Un de ses promoteurs a été Haytham al-Maleh, qui a proposé la formation d'un gouvernement de technocrates. L'ASL, à son tour, a proposé un pacte de salut national et la création d'un gouvernement composé de six militaires et six civils ²⁹. Il a aussi proposé la formation d'un Haut conseil national chargé de protéger la révolution et de contrôler les autorités exécutives, dans une tentative de prolonger les

27. *Reuters*, 21 mai 2012.

28. *Sana*, 26 juin 2012.

29. *The New York Times*, 11 juin 2012.

logiques de domination de la politique de la part des militaires en vigueur depuis l'indépendance syrienne. Il faut rappeler à ce point que le CNS avait dit clairement dans le pacte national pour une nouvelle Syrie que « les Forces armées seront soumises à l'autorité politique et ne seront plus employées pour interférer dans la vie politique ou pour sauvegarder les intérêts du régime ». L'abîme entre l'ASL et le CNS paraissait insurmontable.

LE CNS ET LE FACTEUR KURDE

Une autre entrave à l'unification de l'hétérogène opposition syrienne est la question kurde. Depuis l'explosion de la révolte, les formations kurdes ont progressivement élevé la barre de leurs demandes jusqu'à évoquer la création d'un État fédéral, quelque chose que Kodmani considérait « inacceptable pour le CNS qui n'est pas une instance élue et ne peut donc s'engager sur de tels droits portant atteinte à l'intégrité territoriale de la Syrie »³⁰. Face à cette réponse du CNS, les partis kurdes ont établi le 26 octobre 2011 leur propre Conseil national kurde (CNK) qui réunissait 15 formations parmi lesquelles on ne comptait pas l'influent Parti de l'union démocratique (PYD), qui à son tour s'est intégré au CNCCD. Le CNK a permis à ses membres de prendre part à d'autres coalitions de l'opposition syrienne. De fait, les partis kurdes continuent théoriquement de participer au CNS à travers le Bloc kurde qui compte 7% de membres. À ce pourcentage, il faut ajouter d'autres Kurdes qui participent comme indépendants (comme Abdel Basset Sayda lui-même) ou en représentation d'autres groupes (Hozam Ibrahim des CCL ou Murshid al-Khaznawi des FM).

Alors que le CNS s'est montré favorable à octroyer à la minorité kurde des droits nationaux, il ne semble pas excessivement incliné à discuter son autodétermination ou à permettre la création d'un État fédéral. Hassan Saleh, membre du Parti Yekiti et du CNS, s'est montré favorable à « un État fédéral »³¹ comme la meilleure voie pour atteindre une coexistence pacifique interne, car il permet à tous les peuples et à toutes les minorités de jouir de leurs droits et de préserver leur identité et leur existence. Le fédéralisme est une manière de garantir l'unité de l'État »³².

Après plusieurs déconvenues, les membres du CNK ont accepté de revenir au CNS demandant en échange que celui-ci clarifie sa position. Le 3 avril 2012 le CNS a rendu publique une Charte nationale sur la question kurde, considérée comme une annexe au programme politique qui manifestait : 1) la reconnaissance constitutionnelle de l'identité nationale du peuple kurde et de ses droits nationaux dans le cadre de l'unité territoriale syrienne ;

30. *Le Monde*, 9 juin 2012.

31. A. Lund, *Divided They Stand. An Overview of Syria's Political Opposition Factions*. Foundation for European Progressive Studies, Bruselas, 2012, p. 117.

32. H. Saleh, « The Kurdish Issue and Syria's Democracy », *Fikra Forum*, 20 avril 2012.

2) l'abolition de toutes les politiques, décrets et mesures discriminatoires adoptés contre les Kurdes et une compensation adéquate; 3) que la Syrie sera un État civil, démocratique et pluriel fondé sur le principe d'égalité devant la loi de tous les citoyens et sur un gouvernement local élargi et avec des pouvoirs; 4) qu'il n'y aura pas de discrimination en fonction de l'ethnie, l'origine, la religion et le genre de la population et que les lois internationales et les droits de l'homme seront respectés; 5) l'engagement à combattre la pauvreté, spécialement dans les zones qui ont souffert de politiques discriminatoires et l'engagement à améliorer les conditions de vie à travers une meilleure distribution de la richesse nationale.

Malgré ces bonnes intentions, la division entre les forces d'opposition arabes et kurdes est de plus en plus patente. Ainsi, les partis kurdes ont profité de l'actuelle conjoncture pour créer une autonomie *de facto* dans le Kurdistan syrien, dans une situation qui rappelle de plus en plus celle vécue dans l'Irak de Saddam Hussein dans les années 90. Le 26 juillet 2012, le PYD (proche du PKK turc) et le CNK (proche du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani) ont établi l'alliance d'Erbil qui crée un Conseil suprême kurde et des milices de défense qui se déploieront sur le terrain après le retrait des troupes loyales à Damas. Ce mouvement a généré préoccupation en Turquie, mais aussi au sein du CNS et de l'ASL, qui voyaient comment le Kurdistan syrien suivait son propre chemin et se distançait de la révolte. Grâce à cet accord les deux partis se répartissaient le contrôle des conseils locaux équitablement. Il faut tenir compte que le PYD est hostile au CNS en raison du parrainage turc et avec ce mouvement, il essaierait aussi bien d'éloigner le CNK du CNS que de fixer un agenda national éminemment kurde.

CONCLUSION

Le travail du CNS a été conditionné par les stratégies de survie mises en marche par le régime syrien et par les limitations historiques de l'hétérogène opposition. Le CNS a échoué au moment d'appliquer son programme politique qui demandait l'unification de l'opposition, le maintien du caractère pacifique de la révolte et, avant tout, la chute du régime autoritaire pour instaurer une Syrie démocratique, plurielle et civile. Il est évident que le CNS n'a pas su s'adapter à la mutation d'un conflit pacifique à un conflit militaire en conservant à tout moment son ambiguïté par rapport à la militarisation défendue par l'ASL.

La relation conflictuelle qu'entretiennent lesdits acteurs met en relief le manque de ressources du CNS. Alors que l'ASL reçoit des armes de certains pays arabes et d'hommes d'affaires syriens de la diaspora, le CNS n'a pas le monopole de l'opposition, ne jouit pas non plus d'une implantation à l'intérieur du pays et en plus, aussi bien les activistes que les rebelles remettent en cause sa légitimité. La bataille acharnée que les deux acteurs livrent autour de la répartition de pouvoir dans la Syrie post-Assad va au détriment de la révolution.

Un des principaux problèmes du CNS est son manque de cohésion interne. Il ne s'est pas constitué comme une référence indiscutable et beaucoup continuent de le considérer comme un club sunnite sous contrôle des FM. L'idée d'une présidence rotative et d'une révolution sans leaders charismatiques ne paraît pas non plus avoir servi pour unifier les files de l'opposition. Les minorités confessionnelles (spécialement les alaouites et les chrétiens) continuent d'être sous-représentées ou ont une présence simplement symbolique malgré les tentatives réalisées pour les attirer vers sa cause. Quant aux partis kurdes, ils paraissent préférer profiter de la fragilité du régime pour consolider leur autonomie, même au risque de se distancer de la révolte.

La création de la coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne au sommet de Doha, qui s'est tenu entre le 8 et le 11 novembre, met en évidence la perte de poids spécifique du CNS. Bien que le CNS ait une forte présence dans la nouvelle plate-forme d'opposition (22 de ses 65 membres), ce qui est sûr c'est qu'il n'a pas réussi à situer le nouveau président George Sabra ni son vice-président Farouk Tayfour dans le noyau dur de ladite coalition nationale. Tout cela montre que le CNS n'a plus le monopole de l'opposition et qu'il devra s'adapter à la nouvelle répartition des forces sur le terrain.

À REBOURS DES IDÉES REÇUES

Pour la première fois, deux enfants d'Algérie - Jean-Louis Levet et Mourad Preure - un fils de pied-noir et un fils de moudjahid, un économiste et un spécialiste de géostratégie engagent un dialogue sans tabou ni nostalgie, croisent leurs souvenirs et leurs points de vue. À rebours des idées reçues, ils montrent que l'Algérie et la France ont une trajectoire commune à dessiner et proposent un ensemble d'orientations fortes pour un partenariat privilégié.

l'Archipel

www.editionsarchipel.com

MAGHREB-MACHREK

N° 213 - AUTOMNE 2012

DOSSIER

LA CRISE SYRIENNE

Coordonné par Stéphane Valter

La crise syrienne
Stéphane VALTER

Le soulèvement syrien et son impact sur les relations turco-syriennes.
Meliha ALTUNISIK, Özlem TÜR

L'avneir des relations syro-libanaises.
Pierre BERTHELOT

Pour une nouvelle conception de la Syrie : le renversement de l'image de l'État et du régime.
Adam ALMQVIST

Le conseil national syrien : genèse, développement et défis.
Ignacio ÁLVAREZ-OSSORIO

Révolution et violence en Syrie : l'héritage des Frères musulmans.
Raphaël LEFÈVRE

La construction d'un territoire kurde en Syrie : un processus en cours.
Cyril ROUSSEL

VARIA

Le moment électoral de 1954 en Irak et en Syrie.
Matthieu REY

Méditerranée : culture à la dérive, cultures sur les deux rives ou culture des deux rives.
Soufyane FRIMOUSSE

LECTURES

Prix : 20 €